24 ans d'action pour et par les jeunes

LA JEUNESSE EN FAVEUR D'UNE VISION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALEMENT RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MÉMOIRE

DÉPOSÉ DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION GÉNÉRALE DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION SUR LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

JANVIER 2004

Ce mémoire a été préparé par des jeunes âgés de 18 à 35 ans actifs dans le milieu environnemental et préoccupés par le fait qu'ils devront vivre avec les décisions d'aujourd'hui et les problèmes/solutions de demain.

Le principal artisan de ce mémoire est :

Robert Ménard	Président ENvironnement JEUnesse Étudiant – Sociologie Université du Québec à Montréal

Les personnes suivantes ont également contribué à la production du mémoire :

Julie Croteau	Bénévole ENvironnement JEUnesse Direction des Mouvements Transfrontières Scientifique de programme Responsable aux ententes internationales Environnement Canada
Martin Frankland	Administrateur ENvironnement JEUnesse Étudiant – Mathématiques Université de Montréal
Caroline Voyer	Vice-présidente, communications ENvironnement JEUnesse Coordonnatrice d'événement Réseau québécois des femmes en environnement

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I – PRÉSENTATION D'ENVIRONNEMENT JEUNESSE …3
PARTIE II – NOTRE INTÉRÊT …4
PARTIE III – NOTRE OPINION …4
L'approche productiviste : effets environnementaux et sociaux …5
L'alternative : l'approche des 3N-J en matière de sécurité alimentaire …5
Les OGM : une pratique allant de soi ? …7
PARTIE IV – NOS RECOMMANDATIONS …7
PARTIE V – CONCLUSION …8
PARTIE VI – RÉFÉRENCES …9
PARTIE VII – NOS COORDONNÉES …9
PARTIE VIII – ANNEXE …10

PARTIE I – PRÉSENTATION D'ENVIRONNEMENT JEUNESSE

Créé en 1979, ENvironnement JEUnesse est un organisme d'éducation relative à l'environnement et de loisir scientifique qui vise depuis plus de 24 ans à stimuler le développement d'une conscience écologique chez les jeunes, à les soutenir dans leurs actions environnementales et à développer chez eux une vision critique des sciences sur un plan économique, social, culturel et environnemental. ENvironnement JEUnesse est un réseau québécois de jeunes, de groupes de jeunes et d'intervenants qui oeuvrent en éducation relative à l'environnement et en loisir scientifique. ENvironnement JEUnesse, c'est la voix des jeunes environnementalistes au Québec pour faire connaître leurs positions, leurs espoirs, leurs préoccupations et leurs solutions concernant les enjeux environnementaux actuels. Nos objectifs sont les suivants :

- Développer les connaissances, les attitudes et les habiletés des jeunes pour qu'ils puissent agir en tant qu'agents multiplicateurs dans leur milieu;
- Informer et former les jeunes et les intervenants sur des enjeux environnementaux;
- Rassembler et motiver les jeunes, les groupes de jeunes et les intervenants dans un réseau dynamique et favoriser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur de ce réseau;
- Concevoir, diffuser et mettre à jour des outils pédagogiques et de soutien à l'action pour les jeunes;
- Assurer le rayonnement d'ENvironnement JEUnesse dans les milieux de l'éducation, de la jeunesse, du loisir scientifique et de l'environnement;
- Participer à des consultations et débats publics sur les enjeux environnementaux et y promouvoir la place des jeunes et de l'éducation relative à l'environnement.

Plusieurs thématiques sont couvertes par nos activités d'éducation relative à l'environnement et de loisir scientifique. Parmi celles-ci, nous abordons les enjeux alimentaires, les déchets-ressources, les changements climatiques, le transport durable, l'eau, la gestion environnementale en milieu scolaire, etc. Finalement, ENvironnement JEUnesse apporte sa contribution à plusieurs organismes publics et privés dont Action RE-buts – la Coalition montréalaise pour une gestion écologique et économique des déchets, l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE), la Coalition québécoise pour une gestion responsable d'eau – Eau secours!, le Comité de suivi du plan d'action jeunesse 2002-2005, le Conseil régional de l'environnement de Montréal, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD), le Forum jeunesse de l'Île de Montréal, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), le Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE), le Réseau canadien de l'environnement (RCE) et le Réseau environnemental des jeunes (REJ).

PARTIE II – NOTRE INTÉRÊT

Il est assez évident de mentionner que l'intérêt de la jeunesse québécoise n'est pas de subir les contrecoups d'une agriculture industrielle qui a de nombreux impacts environnementaux et sociaux. L'intérêt des jeunes est de préserver l'environnement pour les générations présentes et futures, ce qui passe inévitablement par une politique écologique et socialement responsable en matière de sécurité alimentaire au Québec.

À cet égard, ENvironnement JEUnesse est engagé depuis plusieurs années dans le dossier des enjeux alimentaires par ses activités d'éducation auprès des jeunes, par la réalisation de plusieurs outils pédagogiques et par la mise en place de projets, auprès d'institutions scolaires, qui visent à promouvoir une alimentation écologique et socialement responsable. Nous avons notamment produit une fiche thématique sur la santé et l'environnement concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) et nous avons réalisé de 2001 à 2003 une tournée intitulée *L'EnVert de l'assiette* auprès de 52 écoles secondaires, cégeps et universités afin de sensibiliser les jeunes sur les enjeux alimentaires. Au terme de cette tournée, nous avons conçu une trousse pédagogique afin d'aider les enseignants et les jeunes à agir en tant que consommateurs responsables en matière alimentaire. En avril 2002, nous avons organisé une Action nationale sur deux jours au cours de laquelle près de 400 jeunes de différentes régions du Québec ont jeûné pendant une journée entière afin de faire valoir leurs préoccupations sur les enjeux alimentaires[1]. Lors de la deuxième journée, les jeunes participants ont consacrés leurs efforts à la promotion dans leurs communautés locales des alternatives écologiques et socialement responsables en matière alimentaire. Nous avons également publié dernièrement une nouvelle édition du livre *L'envers de l'assiette* de Laure Waridel en collaboration avec les Éditions Écosociété qui porte aussi sur les enjeux alimentaires. Finalement, comme les enjeux alimentaires et agricoles sont inséparables, nous avons présenté un mémoire en 2003 lors de la consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec mené par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

PARTIE III – NOTRE OPINION

« La nourriture n'est plus considérée avant tout comme un moyen d'entretenir la vie. En effet, pour ceux qui cherchent à contrôler notre approvisionnement alimentaire, elle est devenue plutôt une importante source de profit, un levier économique, une forme de monnaie, un outil de politique internationale, un instrument de pouvoir – une arme ! » (MILLSTONE et LANG 2003 : 11). Au cours du dernier siècle, les industries de l'alimentation et de l'agriculture ont adopté des pratiques productivistes où le profit a pris le dessus sur la nécessité de nourrir la population. L'industrialisation, la mécanisation et la marchandisation

du secteur agroalimentaire, soutenus par des politiques gouvernementales dans bien des cas, ont eu de nombreuses conséquences environnementales et sociales négatives. Les quelques faits suivants sont assez révélateurs de la situation mondiale qui prévaut actuellement : 40 millions de personnes meurent de malnutrition chaque année, 20 000 ouvriers agricoles par année sont tués par des pesticides et 80 % des terres arables mondiales subissent une érosion suffisante, qui est accentué par l'appauvrissement des sols dû à l'utilisation massive d'engrais chimiques et de pesticides, pour réduire le rendement agricole (MILLSTONE et LANG 2003).

L'approche productiviste : effets environnementaux et sociaux

Ainsi, comme le note pertinemment Laure Waridel, les pratiques productivistes du secteur agroalimentaire font en sorte que l'on retrouve dans les campagnes « moins de fermes, et plus d'industries agricoles; moins de paysans, et plus d'entrepreneurs; moins de diversité animale et végétale, et plus d'uniformité; moins d'animaux dehors, et plus de bâtiments sans fenêtre; moins de variétés d'espèces, et plus de machines, d'OGM, de pesticides et d'engrais chimiques; moins d'air pur, et plus de productivité; moins d'eau saine, et plus de technologies; moins de petits magasins, et plus de voitures » (WARIDEL 2003 : 133) alors que dans les épiceries, on retrouve « plus de marques, et moins d'entreprises indépendantes; plus d'aliments préparés, et davantage d'additifs alimentaires et d'emballages; moins de produits locaux, et plus de gaz à effet de serre; plus de nourriture standardisée, et davantage d'OGM, de résidus de pesticides, d'antibiotiques, d'hormones, etc. » (WARIDEL 2003 : 133). Bref, l'alimentation est devenue une marchandise comme une autre complètement déconnectée des réalités environnementales et sociales qui la sous-tendent et ce, au détriment des communautés locales. Cette situation est seulement bénéfique pour les 10 compagnies qui accaparent jusqu'à 60 % de la chaîne alimentaire internationale en contrôlant à la fois les graines, les engrais, les pesticides, la transformation et le transport des aliments (MILLSTONE et LANG 2003). Parmi ces compagnies, on retrouve par exemple Cargill, la septième entreprise alimentaire mondiale, qui possédait en 2002 un chiffre d'affaires de 50,826 milliards de dollars (PROULX 2003). Considérant que la part totale du PIB de l'industrie alimentaire québécoise représente 14 milliards de dollars (COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION 2003), il y a lieu de tenir compte des pratiques de ce type d'entreprise dans l'élaboration d'une politique de sécurité alimentaire afin de pas devenir totalement dépendant de compagnies étrangères et de perpétuer cette situation problématique sur le plan environnemental et social.

L'alternative : l'approche des 3N-J en matière de sécurité alimentaire

[1] Voir en annexe le manifeste d'ENvironnement JEUnesse qui a été diffusé pendant cette Action nationale.

Nous avons mentionné précédemment que nous sommes en faveur d'une politique écologique et socialement responsable en matière de sécurité alimentaire au Québec. Il convient donc de préciser ce que nous entendons par cette expression. Notre approche s'articule autour du concept des 3N-J (Nu, Non-loin, Naturel et Juste) qui vise justement à contrecarrer les déséquilibres environnementaux et sociaux engendrés par l'approche productiviste du secteur agroalimentaire. Le Nu vise à réduire les emballages alimentaires superflus et la surconsommation qui contribuent à accroître la grande quantité de déchets produits chaque jour. En effet, près du tiers des déchets domestiques sont liés à l'alimentation alors que nous fabriquons 80 % plus d'emballages qu'en 1960 (WARIDEL 2003).

Le Non-loin vise à encourager l'économie locale et les produits locaux afin de protéger l'environnement en réduisant le transport des aliments dans tout le processus de la chaîne alimentaire. Dans une économie mondialisée, la distance parcourue par les aliments est démesurée alors qu'entre le champ et la table, un produit alimentaire parcourt en moyenne 2500 Km (WARIDEL 2003). Cela n'est pas sans conséquence au niveau environnemental alors que les émissions de gaz à effet de serre (GES) tendent à augmenter à mesure que la nourriture qui parvient à nos assiettes est produite de plus en plus loin. Considérant que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit que la température moyenne mondiale va augmenter de 1,4 à 5,8 degré Celsius entre 1990 et 2100 (GIEC 2001) suite aux changements climatiques, il y a lieu de réduire les émissions de GES reliés au secteur agroalimentaire.

Le Naturel vise à éviter les agents chimiques ainsi que les pesticides, les engrais chimiques et les OGM utilisés dans la production et la transformation des aliments qui ont des conséquences négatives à la fois au niveau de la santé des ouvriers agricoles et des consommateurs – entre 3,5 et 5 millions d'intoxications graves par année résultent de l'utilisation de pesticides (WARIDEL 2003) – en plus des dommages environnementaux. Le Naturel privilégie donc les aliments certifiés biologiques.

Le Juste prend en compte le fait que l'économie de marché actuelle ne permet pas la redistribution équitable des ressources et entraîne trop souvent l'exploitation des plus démunis. En conséquence, la distribution d'aliments n'est pas abordable pour plusieurs individus qui n'ont pas les moyens financiers leur permettant d'avoir accès aux denrées alimentaires. Le Juste prend aussi en compte le fait que dans plusieurs pays, notamment du Sud, l'agriculture d'exportation est encouragée au prix de la sécurité alimentaire des populations locales. Effectivement, la production lucrative d'aliments de luxe tels que le cacao, la vanille et le café, destinée pour les marchés des pays industrialisés, monopolisent parfois la totalité des terres des pays du Sud les rendant par le fait même tributaire des prix mondiaux pour leurs revenus, alors que ces terres pourraient être utilisées à meilleur escient afin de subvenir en cultures

céréalières pour les besoins des populations locales. Par exemple, alors que « les exportations de riz de la Thaïlande ont plus que doublé entre 1979 et 1999, la consommation nationale de riz a baissé » (MILLSTONE et LANG 2003 : 73). Le Juste favorise notamment le développement du commerce équitable afin d'empêcher les pratiques de domination des pays du Nord, colportés par les multinationales de l'agroalimentaire, par rapport au Sud dans une optique d'équité sociale. Ce sont donc ces quatre principes qui guident notre approche en matière de sécurité alimentaire au Québec. Conséquemment, nous n'allons pas répondre directement aux questions formulées par la Commission mais plutôt formuler des recommandations qui traduisent nos préoccupations s'inscrivant dans le contexte des nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire.

Les OGM : une pratique allant de soi ?

Avant de passer à nos recommandations, nous voulons souligner le manque de questionnement de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation par rapport aux OGM. À part l'étiquetage, on ne retrouve aucun questionnement critique sur l'utilisation même des OGM. Pourtant, les OGM représentent une menace potentielle pour la sécurité alimentaire. Certains risques reliés à l'utilisation des OGM sont à considérer à l'égard de la santé humaine tels que la création de nouvelles toxines, la multiplication des allergies alimentaires ainsi que la croissance de l'inefficacité des antibiotiques pour le traitement des maladies humaines. En ce qui concerne l'environnement, plusieurs risques par rapport aux OGM sont également envisageables tels que le transfert des gènes de résistance aux herbicides chez les mauvaises herbes et l'avènement de super-insectes également résistants aux insecticides, entraînant dans les deux cas une escalade chimique relative au recours de plus grandes quantités de pesticides. De plus, l'uniformisation du patrimoine génétique chez nombre d'espèces végétales pourrait diminuer la biodiversité planétaire. Finalement, la mainmise de quelques multinationales sur les brevets de semences génétiquement modifiées pourrait donner lieu à un monopole mondial au sein du marché des semences. À cet égard, Monsanto est l'entreprise la plus importante alors qu'elle est au niveau mondial le premier vendeur d'herbicides, le premier vendeur de semences de maïs, le deuxième fournisseur de semences de soja, et le producteur de 91 % de tous les OGM (PROULX 2003). Une situation de monopole mondial s'avèrerait fort dommageable pour de nombreux agriculteurs d'ici et d'ailleurs, ce qui pourrait également accroître l'inégalité de la répartition des ressources alimentaires mondiales. Ainsi, nous sommes grandement déçus que cette consultation sur les nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire n'ait pas été l'occasion d'étudier davantage la question des OGM qui pourrait devenir une source de pollution supplémentaire – la pollution génétique – au détriment de la sécurité alimentaire des générations futures.

PARTIE IV – NOS RECOMMANDATIONS

ENvironnement JEUnesse est d'avis que les enjeux de la sécurité alimentaire au Québec doivent s'inscrire dans une optique écologique et socialement responsable. Conséquemment, ENvironnement JEUnesse recommande à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et au gouvernement du Québec les actions suivantes :

- Adopter un système d'étiquetage obligatoire des aliments issus partiellement ou totalement des OGM comme celui de l'Union européenne;
- Maintenir la certification obligatoire de tous les produits biologiques produits localement ou importés au Québec;
- Uniformiser l'utilisation des mots « biologique », « organique » et « écologique » sur les emballages en choisissant un seul terme pour désigner les produits biologiques;
- Réglementer l'utilisation des mots « naturel » et « pur » afin d'éviter la confusion ou l'utilisation trompeuse de ces termes sur les emballages par rapport à la mention « biologique »;
- Réglementer l'utilisation de la mention « commerce équitable » sur les emballages;
- Identifier sur les emballages le nom et l'adresse avec le pays d'origine du fabricant, de l'importateur ET du distributeur de l'aliment;
- Mettre sur pied une commission d'enquête sur les OGM afin d'évaluer les risques environnementaux, sociaux et économiques de cette nouvelle pratique.

ENvironnement JEUnesse profite également de cette tribune afin de réitérer de manière primordiale les recommandations émises lors de notre Action nationale de 2002 où nous avions demandé, et exigeons toujours, au gouvernement du Québec les actions suivantes :

- Appuyer financièrement l'agriculture biologique;
- Promouvoir et soutenir le commerce équitable;
- Soutenir financièrement l'économie sociale, écologique et locale;
- Réglementer l'emballage des aliments pour une réduction des déchets.

PARTIE V – CONCLUSION

Une politique écologique et socialement responsable en matière de sécurité alimentaire au Québec doit se traduire par une prise en compte des impacts environnementaux et sociaux des pratiques productivistes du secteur agroalimentaire. À cet égard, ENvironnement JEUnesse privilégie l'approche des 3N-J (Nu, Non-loin, Naturel et Juste) afin de pallier à ces impacts et ainsi garantir une alimentation et une agriculture qui soient en harmonie avec l'environnement et avec la société mondiale. À notre avis, le concept de sécurité alimentaire doit tenir compte de ces considérations, ce pourquoi nous mettons de l'avant un total de 11 recommandations. Si près de 400 jeunes québécois ont jeûné une journée entière en avril 2002, c'est pour

démontrer que les enjeux alimentaires sont majeurs pour les générations actuelles et futures et qu'il est grand temps que la nourriture redevienne un moyen d'entretenir la vie et non de la détruire.

PARTIE VI – RÉFÉRENCES

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION. (2003). *Les nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire au Québec*. Québec : Secrétariat des commissions.

GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT. (2001). *Changements climatiques 2001 : Rapport de synthèse – Résumé à l'intention des décideurs*. Wembley : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

MILLSTONE, E. et LANG, T. (2003). *Atlas de l'alimentation dans le monde*. Paris : Éditions Autrement.

PROULX, S. (2003). *Boycott*. Montréal : Les Éditions des Intouchables.

WARIDEL, L. (2003). *L'envers de l'assiette*. Montréal : Éditions Écosociété et ENvironnement JEUnesse.

PARTIE VII – NOS COORDONNÉES

ENvironnement JEUnesse
454, rue Laurier Est
Montréal (Québec)
H2J 1E7
Téléphone : (514) 252-3016
Télécopieur : (514) 254-5873
Courriel : infoenjeu@enjeu.qc.ca
Site Internet : http://www.enjeu.qc.ca
Webzine L'ENJEU : http://www.lenjeu.qc.ca
Guide Éco-Loisirs : http://www.ecoloisir.qc.ca

JEÛNER POUR MIEUX MANGER

Le manifeste d'ENvironnement JEUnesse

Aujourd'hui, 10 avril 2002, des jeunes de partout au Québec ont pris la décision symbolique de jeûner pour protester contre la piètre qualité de ce qu'on retrouve dans les épiceries du Québec ainsi que contre les impacts environnementaux et sociaux qu'engendre l'agriculture industrielle.

Nous refuserons désormais de cautionner davantage une agriculture et une culture alimentaire qui engendrent la destruction des écosystèmes, la dégradation du bien-être des communautés rurales et qui a commencé à menacer la santé des humains.

Nous refusons que 2500 tonnes de pesticides soient épandues annuellement dans nos campagnes comme nous refusons que plus de 300 000 camions-citernes de lisier de porcs soient répandus dans l'environnement, empoisonnant le patrimoine écosystémique de toutes les Québécoises et de tous les Québécois.

Nous refusons d'être les cobayes de la plus vaste expérience scientifique de tous les temps, puisque 60 à 75 % des produits alimentaires transformés disponibles dans nos épiceries contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM) bien que personne ne connaisse encore leurs impacts à long terme sur la santé des humains et des écosystèmes.

Nous réfutons aussi l'argument des industriels qui prétendent nourrir le Monde grâce à cet agrobusiness des monocultures, des engrais chimiques, des antibiotiques à la tonne, des hormones de croissance et des usines d'animaux puisque qu'autant de gens souffrent maintenant d'obésité dans les pays du Nord que d'insuffisance de l'essentiel dans les pays du Sud. Cet argument est un mensonge. Nous savons qu'il y a aujourd'hui assez de bouffe pour nourrir les 7 milliards d'humains. Le problème en est un de justice !

Enfin, nous refusons que le Québec spécialise, concentre et intensifie davantage son agriculture, sous prétexte de répondre à la demande des marchés internationaux, puisque cela signifie, sur le terrain, une menace à la biodiversité ainsi qu'à notre souveraineté alimentaire. Inversement, nous refusons de participer à la pollution du monde en consommant des aliments surremballés qui franchissent en moyenne 2400 Km avant d'arriver à notre assiette et qui font des Québécois les plus grands producteurs de déchets au monde.

*

Regardons les choses en face. Produire, acheter, manger, exporter le fruit de l'agriculture industrielle est en passe de devenir un geste clair d'autodestruction à tous points de vues.

Ceci est un appel à la solidarité.

Chacun de nous a le pouvoir, au quotidien, d'inverser le cours des choses.

*

Nous réclamons que le Gouvernement du Québec modernise sa vision de l'économie, de la société, de l'agriculture et de l'alimentation en faisant les choix qui s'imposent, pour réduire les impacts environnementaux et sociaux de notre civilisation.

Nous réclamons une alimentation respectueuse de l'environnement et des humains accessible à tous.

Nous réclamons le droit de connaître la véritable nature des aliments et donc l'étiquetage de tous les aliments qui contiennent des OGM et autres intrants.

Nous réclamons du Gouvernement du Québec des engagements concrets :

- **Appuyer financièrement l'agriculture biologique**
- **Promouvoir et soutenir le commerce équitable**
- **Soutenir financièrement l'économie sociale, écologique et locale**
- **Réglementer l'emballage des aliments pour une réduction des déchets**

Pour notre part, nous nous engageons à consommer de manière éthique et responsable, trois fois par jour, afin d'assurer notre propre santé, celle des générations futures et la santé de notre planète.

AU NOM DES JEUNES DU QUÉBEC,
JE DÉCLARE CE 10 AVRIL 2002,
JOUR DE JEÛNE NATIONAL.

NOUS REFUSONS DÉSORMAIS DE MANGER LE FRUIT DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE.

Texte lu au Cégep Saint-Laurent par Hugo Latulippe, le 10 avril 2002,
à l'invitation d'ENvironnement JEUnesse.